

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

AVIGNON. LE

2 Mai 73

2^{ME} BUREAU
RÉGLEMENTATION
POSTE TÉLÉPHONIQUE N°

N° 1780

Arrêté autorisant la Compagnie Française
LIEBIG à installer dans son usine du PONTET un
dépôt de liquides inflammables et une chauffe-
rie, établissements de 1ère et 2ème classes.

LE PREFET DE VAUCLUSE,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 Décembre 1917 modifiée, relative aux établisse-
ments dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU le décret du 1er avril 1964 ;

VU les règlements d'administration publique des 20 Mai 1953,
15 Avril 1958, 17 Octobre 1960, 24 Août 1965, 15 Septembre 1966,
24 Octobre 1967 et 16 Octobre 1970 ;

VU la demande présentée par le Directeur de la Compagnie
Française des Produits Liebig, dont le siège social est à LA COURNEUVE
(93) 15, rue de Genève, en vue d'être autorisé à installer, dans
l'usine du PONTET, un dépôt aérien de liquides inflammables de 2ème
catégorie (200.000 l de fuel lourd n° 2 et 20.000 l de fuel domesti-
que) et une chaufferie dont la puissance sera supérieure à 3000 ther-
mies heure, établissements de 1ère et de 2ème classes ;

VU les pièces et plans produits à l'appui de cette demande ;

VU les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte
sur le territoire de la commune du PONTET et l'avis du Commissaire
Enquêteur ;

VU les avis favorables émis par le Maire du PONTET, le
Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental
de l'Agriculture, le Directeur Départemental du Travail et de la
Main-d'Oeuvre, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemen-
tal de la Protection Civile, l'Inspecteur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental de l'Action
Sanitaire et Sociale et l'Inspecteur des Établissements Classés ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène et de
la Commission Consultative Départementale de la Protection Civile ;

SUR proposition du Secrétaire Général de Vaucluse,

A R R Ê T E :

Article 1er. - Le Directeur de la Compagnie Française des
Produits LIEBIG, dont le siège social est à LA COURNEUVE, 15 rue de
Genève, est autorisé à installer dans l'usine du PONTET, un dépôt
aérien de liquides inflammables de 2ème catégorie (200.000 l de fuel
lourd n° 2 et 20.000 l de fuel domestique) et une chaufferie dont la
puissance sera supérieure à 3000 thermies heure, établissements de
1ère et 2ème classes.

.../...

Article 2.- La présente autorisation est délivrée sous réserve de l'application des prescriptions ci-après annexées.

Article 3.- Le pétitionnaire sera tenu également de se conformer aux conditions ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire de lui imposer.

Article 4.- L'établissement en question devra être mis en exploitation dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté sous peine de déchéance. Cette autorisation cesserait également de produire son effet dans le cas où le dit établissement ne serait pas exploité pendant deux années consécutives sauf le cas de force majeure.

Article 5.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6.- Une ampliation du présent arrêté devra être conservée dans les archives de la Mairie du PONTET pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Article 7.- Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et mentionnant, en outre, l'article 6 précédent sera affiché à la porte de la Mairie et inséré par les soins du Maire aux frais du pétitionnaire dans un journal d'annonces légales. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité devra être adressé à la Préfecture.

Article 8.- Le Secrétaire Général de Vaucluse, le Maire du PONTET, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Société requérante, au Directeur Départemental de l'Equipe-ment, au Directeur Départemental de l'Agriculture, au Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, à l'Ingénieur en Chef des Mines, au Directeur Départemental de la Protection Civile, à l'Inspecteur des Services d'Incendie et de Secours, au Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale et à l'Inspecteur des Etablissements Classés.

AVIGNON, le 2 MAI 1973

Pour ampliation :
LE DIRECTEUR,



Signé : A. MARTIN

Pour le PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Signé: Gérard GRANVEAU

-:-:-:-

A - CHAUFFERIE -

- 1°) L'installation sera située et installée conformément aux différents plans du dossier déposé en date du 12 Octobre 1970. Tout projet de modification devra faire l'objet avant sa réalisation, d'une déclaration au Préfet.
- 2°) Les installations de combustion sont soumises strictement aux dispositions des décrets du 22 Avril 1949 et du 22 Juin 1967.

La ou les cheminées seront établies conformément aux dispositions prévues par l'Instruction du Ministre du Développement Industriel et Scientifique en date du 24 Novembre 1970 (J.O. du 13 Décembre 1970). Leur hauteur au-dessus du sol sera au moins égale à 19 m 50.

Le respect de la vitesse verticale ascendante imposée pour l'évacuation des gaz de combustion, interdit l'installation de chapeaux au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

- 3°) Les combustibles déclarés utilisés et correspondant aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation, feront l'objet d'une attestation du fournisseur garantissant que la teneur n'excède pas 1 % en soufre; en outre, chaque livraison de combustible devra être accompagnée d'une facture mentionnant notamment cette garantie essentielle. Ces attestations et factures seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés pendant la durée d'une année au moins.
- 4°) Pour permettre le contrôle des émissions de gaz et de fumées et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées devront être pourvues d'un orifice obturable commodément accessible, à une distance du point d'introduction des gaz égale à huit fois au moins le diamètre de la cheminée.
- 5°) La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz ou vésicules indésirables, susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.
- 6°) Si les conditions de voisinage ultérieures le nécessitaient, il pourrait être exigé la mise en place entre le foyer et la sortie des gaz de combustion, de toutes installations efficaces pour la rétention des particules et vésicules ou des gaz nocifs.
- 7°) La conception de l'ensemble de l'installation et son fonctionnement devront être tels qu'il ne puisse en résulter des bruits ou trépidations gênants pour le voisinage.

.../...

- 8°) L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage.
- 9°) Les résultats des contrôles et les comptes-rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévu par le décret n° 69-615 du 10 Juin 1969 dont un modèle a été précisé par la circulaire ministérielle du 15 Septembre 1969.

B - DEPOT DE LIQUIDES INFLAMMABLES -

- 1°) - Le dépôt comportera deux réservoirs aériens verticaux d'une contenance de 100 m³ chacun destinés au stockage du fuel-oil lourd n° 2 et un réservoir vertical aérien de 20 m³ pour le FOD.
- 2°) Le dépôt sera installé sur l'emplacement indiqué dans le plan annexé à la déclaration. Toute modification de l'installation devra faire l'objet d'un accord préalable de l'Autorité Préfectorale.

Un prospect de 5 mètres par rapport à la limite Sud de propriété sera maintenu entre le réservoir le plus près et cette limite.

- 3°) Le sol du dépôt imperméable et incombustible comportera une cuvette de rétention suffisante pour qu'en cas de rupture de récipient, les liquides inflammables ne puissent pas s'écouler au dehors ; toutes dispositions étant prises pour pouvoir évacuer les eaux fluviales sans qu'il y ait écoulement des liquides inflammables accidentellement répandus.

La cuvette de rétention aura une capacité au moins égale à celle du plus gros réservoir (100 m³) et des murettes intermédiaires de 0 m 50 de hauteur sépareront les différents réservoirs.

- 4°) D'une façon générale les dispositions concernant l'installation de ce dépôt seront prises en application des règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures approuvées par la Commission interministérielle dans ses séances des 20 Avril 1948 et 18 Octobre 1958.

-:-:-